

Sch 20. Mai 60-15

Note au Chef du Département.

Projet de réponse à la question de M. le Conseiller aux Etats Speiser sur un changement de l'attitude de la Grande-Bretagne à l'égard du Marché commun et sur les conséquences qui en résulteraient pour l'AELE.

Avant d'examiner la source des bruits qui courent sur une "capitulation" de la Grande-Bretagne devant le Marché commun, je voudrais rappeler que pour l'Angleterre, plus encore que pour le reste des Sept, la solution du problème des rapports des Six et des Sept est une question tout à la fois économique et politique et que tout effort de conciliation doit porter sur ces deux plans. Or l'Angleterre a suscité ces dernières années, à tort ou à raison, les suspicions de ses alliés qui, aux Etats-Unis, en France et en Allemagne surtout, lui ont reproché de vouloir saboter l'intégration européenne. Le voyage de M. Macmillan aux Etats-Unis et les déclarations qui lui ont été attribuées ont encore troublé l'atmosphère et ravivé de vieilles hargnes.

Pour l'Angleterre, il est donc de toute urgence, tant à l'égard des Six que des Etats-Unis, de dissiper le malentendu et de rétablir un climat de confiance dans ses relations avec les Six. Cet impératif politique lui enjoint de faire preuve dans ses rapports avec les Six d'une modération et d'une souplesse qui ne s'imposent pas de façon aussi catégorique à ses partenaires de l'AELE. C'est dans ce sens peut-être que l'on peut parler d'un "relâchement" de la position anglaise à l'égard du Marché commun.

Copie est adressée à M. Languetin, ⁴⁸secrétariat de la Division du commerce, avec prière de communiquer ses observations le plus tôt possible.

Sch 20. Mai 60

Dodis



En Angleterre même, il est exact que, depuis quelque temps déjà, certains journaux tels que le "Guardian" et l'"Economist" font campagne en faveur d'une révision de la politique du Royaume-Uni à l'égard du Marché commun, mais il ne faut pas exagérer la portée de leurs articles sur le gouvernement et l'opinion publique.

Il est exact également que le parti libéral et une petite minorité des partis travailliste et conservateur prônent l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun, mais la grande majorité du Parlement ainsi que la Fédération des industries britanniques soutiennent le Gouvernement. Celui-ci reste très fermement attaché à la ligne de conduite fixée à Stockholm et ne songe nullement à traiter séparément avec les Six. Nous avons reçu tout récemment encore les assurances les plus formelles à ce sujet. Il ne faut, du reste, pas être grand clerc pour comprendre que l'abandon de l'AELE causerait à l'Angleterre un tort moral irrémédiable sans pour autant lui procurer les bonnes grâces des Six.

Il me paraît donc, en conclusion, que nous n'avons pas à craindre un revirement de la position de l'Angleterre et qu'au surplus, tout effort en vue de diminuer la tension entre les Six et les Sept ne peut en définitive que favoriser l'élaboration du compromis auquel nous aspirons.

Gelzer